

DESROSIERS, JONCAS, NOURAIE, MASSICOTTE

Regroupement d'avocats

PAR COURRIEL : greffe@ceic.gouv.qc.ca

Montréal, le 3 juin 2015

500, Place d'Armes
Bureau 1940
Montréal (Québec)
H2Y 2W2

Tél. : (514) 397-9284
Fax : (514) 397-9922

Me Christian Desrosiers

Me Lucie Joncas

Me Michel Massicotte

Me Lida Sara Nouraie

Me Nicholas St-Jacques

Me Michel Marchand

Le Groupe Nouraie Inc.

Consultant Michel Massicotte Inc.

**Commission d'Enquête sur l'Industrie
de la Construction**

A/s : Greffe

500, Boul. René-Lévesque Ouest, 9^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7

**Objet : Préavis - Jacques Collin
6 mai 2015**

Madame, Monsieur les Commissaires,

Réponse au préavis à Jacques Collin, reçu le 6 mai 2015

Nous comprenons que la Commission envisage de faire un rapport défavorable ou imputer une conclusion de mauvaise conduite à l'égard de Jacques Collin pour les trois volets suivants :

1. D'avoir participé au nom de D.J.L., à un système de collusion à la Ville de Montréal, notamment dans le secteur de l'asphalte;
2. D'avoir offert au nom de D.J.L., des avantages et cadeaux à des fonctionnaires de la Ville de Montréal en contrepartie de bénéfices dans leurs relations contractuelles, notamment à Luc Leclerc;
3. D'avoir fait une entente avec la firme de génie Groupe Séguin selon laquelle, la firme accordait des avenants injustifiés à l'entrepreneur, en contrepartie que celui-ci redonne à la firme l'équivalent de 25% des avenants accordés en argents comptant.

La Commission ne réfère à aucun témoignage ou fait particulier. M. Collin n'ayant pas le statut de participant, il n'a pas participé aux audiences l'obligeant à se référer à l'ensemble des témoignages publics et accessibles et à consulter les milliers de pièces produites. Selon nous, cette procédure ne respecte pas un minimum d'équité procédurale et nous soumettons que la Commission aurait dû pointer les éléments de preuve sur lesquelles elle s'attarderait pour prendre sa décision.

Remarques préliminaires

M. Collin a témoigné à huis clos devant la Commission le 25 mars 2014 et y fut largement interrogé par Me Crépeau. L'avocat du témoin n'avait pas le statut de participant.

M. Collin a également répondu par lettre datée du 12 décembre 2012 à une demande de production conformément à l'article 2 de la *Loi*.

M. Collin doit donc tenter de se défendre sur la base de cette preuve, des témoignages et pièces déposées.

Une commission d'enquête doit éviter de formuler des conclusions ou recommandations à l'égard de la responsabilité civile ou criminelle de personnes faisant l'objet de son enquête. La Commission doit éviter des conclusions de nature juridique dans son rapport.

Dans l'affaire *Nelles*, 1984 46 OR (2d) 210, une commission d'enquête avait été instituée pour faire la lumière sur une série de morts suspectes d'enfants dans un hôpital et dont avait été acquittée une infirmière travaillant à cet hôpital. Se posait la question de détermination par la Commission de la responsabilité de cette infirmière dans ses conclusions. En l'occurrence, il s'agissait de déterminer si l'administration d'un médicament volontairement ou par accident avait causé la mort.

Voyons certains passages de cette décision. Aux pages 215-216, on peut lire :

Une enquête publique n'est pas le moyen par lequel des enquêtes sont menées relativement à la commission de crimes particuliers, ou, pour reprendre ses termes, « à des décès dont on pense qu'ils sont dus à des actes criminels délibérés commis par un, ou des inconnus ». Une telle enquête est une procédure coercitive qui est tout à fait incompatible avec notre notion de justice dans la recherche d'un crime particulier et quant à la détermination de la responsabilité civile ou criminelle réelle ou probable.

À la page 221, la Cour ajoute :

Pour être clairs, nous sommes d'avis que s'il est conclu que la mort a été entraînée par l'administration non accidentelle d'une surdose mortelle de digoxine, il est interdit au commissaire de nommer la personne qui en est responsable, car s'il le faisait, cela équivaldrait à exprimer une conclusion de responsabilité civile ou criminelle. De plus, si un membre du personnel de l'hôpital avait administré « par accident » à un patient une dose mortelle de digoxine, nommer cette personne équivaldrait aussi dans les circonstances de la présente cause à une conclusion de responsabilité civile ou criminelle et cela est interdit.

La Cour reconnaît que le Commissaire peut se trouver dans une situation délicate lorsqu'il doit déterminer des faits, mais sans qu'il s'établisse une conclusion de responsabilité civile ou criminelle. La Cour opinait cependant, page 221 :

Lorsqu'une telle impasse se produit, il faut à notre avis en sortir en adoptant la voie qui protège le mieux les droits civils des personnes que l'interdiction visait à protéger.

Cet arrêt fut approuvé par la Cour suprême.

Voir : - *Starr c. Houlden*, [1990] 1 R.C.S. 1366, p. 1398;
 - *Phillips c. Nouvelle-Écosse (Westray)*, [1995] 2 R.C.S. 97, p. 163.

En conséquence, suivant cette analyse, il est interdit dans un rapport de la Commission de formuler des constatations de fait qui révéleraient les éléments d'une infraction criminelle ou d'une faute civile, puisque leur effet juridique constitue une conclusion de droit quant à la responsabilité des personnes nommées.

Voir : - *Richards c. Nouveau-Brunswick (Kingclear)*, 1996 A N-B no 272, par. 66 et 68.

Dans cette affaire, le juge en chef Daigle s'exprimait ainsi au paragraphe 82 :

Je souscris à cette analyse de l'arrêt Nelles. Il me semble cependant logique, d'après mon interprétation du fondement de cet arrêt, d'inclure dans la définition de l'expression « conclusion de droit relative à la responsabilité civile ou criminelle » des constatations de fait qui visent la conduite de personnes nommées et comportent tous les éléments d'un crime, d'un délit civil ou d'un autre fondement juridique de la responsabilité civile. Il semble en effet nécessaire de donner une définition aussi large à l'expression « conclusion de droit » afin d'assurer que les droits individuels des personnes que l'interdiction vise à protéger soient équitablement protégés dans le processus coercitif et inquisitoire des enquêtes publiques. Cela nous oblige donc à examiner l'effet juridique des constatations de fait ainsi que les déductions juridiques qui doivent découler de ces faits, et ce même si aucune conclusion de culpabilité comme telle n'est exprimée dans les conclusions ou constatations d'un commissaire, sans pour autant aller jusqu'à se livrer à de simples conjectures au sujet d'une éventuelle responsabilité juridique découlant des conclusions ou constatations formulées dans un rapport.

L'équité procédurale est un principe de droit fondamental y compris devant une Commission d'enquête.

Voir : - *Commission Krever*, [1997] 3 R.C.S. 440.

Au paragraphe 31 on peut lire :

Les rôles d'enquête et d'éducation du public qui sont conférés à une commission d'enquête ont une très grande importance. Ces rôles ne devraient cependant pas être remplis aux dépens du respect des droits des personnes faisant l'objet de l'enquête. La nécessité de parvenir à un juste équilibre a été reconnue par le juge Décary lorsqu'il a dit, au par. 32, que «[l]a recherche de la vérité n'excuse pas la violation des droits des personnes sous enquête». Cela signifie que si important que soit le travail d'une commission, il ne peut se faire aux dépens du droit fondamental de tout citoyen d'être traité équitablement.

Voir aussi : - *Règles de procédure*, art. 8.

La principale fonction d'une Commission est d'établir des faits et non d'endosser des rumeurs ou des ragots, notamment fondés sur du ouï-dire.

Voir : - *Règles de procédure*, art. 4.

La réputation est une valeur très importante et vu cette importance, l'atteinte que l'on peut causer à celle-ci par des conclusions de la Commission, l'oblige au respect d'un degré élevé d'équité.

Voir : - *Chrétien c. Canada*, 2008 C.F. 802, par. 56, confirmé en appel 2010 CAF 283;
- *Baker c. Canada*, [1999] 2 R.C.S. 817, par. 25.

Même si la Commission ne peut tirer de conclusion sur la culpabilité civile ou criminelle, ses conclusions défavorables sont importantes pour la personne visée et peuvent causer un tort considérable à sa réputation.

En conséquence, la Commission doit agir de façon impartiale et analyser rigoureusement la qualité de la preuve lorsqu'un témoin allègue la commission d'un crime.

Il faut aussi rappeler la très large couverture médiatique de la Commission qui rend d'autant plus vulnérable la réputation des personnes visées par les conclusions de la Commission.

Le devoir d'équité oblige la Commission à contrôler les éléments de preuve qui lui sont présentés, et c'est dans cet esprit que nous présentons le point de vue de M. Collin, afin d'étayer les conclusions de celle-ci à son égard.

La Commission doit se mettre en garde sur tout parti pris, même inconscient, à l'égard des témoins qu'elle a choisi de convoquer, et de garder un esprit ouvert susceptible d'être persuadé du contraire.

1. Allégation d'avoir participé au nom de D.J.L. à un système de collusion à la Ville de Montréal dans le secteur de l'asphalte

Suivant nos recherches, les témoignages qui pouvaient avoir une certaine pertinence sont ceux de :

- Lino Zambito (2 et 15 octobre 2012)
- Gilles Théberge (23 mai 2013)
- Nicolas Hains (11 avril 2014)
- Marcel Roireau (12 avril 2014)
- Jacques Collin (25 mars 2014 – transcription indisponible)

La preuve révèle que M. Collin a été directeur de l'agence D.J.L. pour la région de Montréal de 2000 à 2009.

Nous soumettons que la preuve de collusion impliquant M. Collin pour les contrats de l'asphalte à la Ville de Montréal est inexistante.

Contrairement à d'autres secteurs de l'industrie de la construction, on n'a pas présenté de preuve concrète de collusion dans l'attribution des contrats d'asphalte de la Ville de Montréal. On peut avoir des soupçons ou des opinions, mais il ne s'agit pas de preuve fondée sur des témoignages ou documents produits.

L'intégration verticale des compagnies de bitume est le fondement de leur compétitivité et partant de la concurrence commerciale.

Cette intégration et la proximité des usines sont la clé du succès et la base de la concurrence dans cette industrie.

Une entreprise qui possède carrières et usines à proximité du projet soumissionné est nettement avantagée. Par exemple, pour l'île de Montréal, D.J.L. possédait deux usines sur le territoire, et Sintra aucune. D.J.L. n'avait donc aucun intérêt à discuter avec Sintra qui ne pouvait être concurrentielle sur ces contrats, compte tenu des coûts de transport.

En conséquence, ne pas concurrencer une autre entreprise sur un territoire où le concurrent est nettement avantagé est un comportement normal sur le plan économique et légal.

N'oublions pas que l'asphalte est un produit homogène et contient toujours les mêmes ingrédients. Il est donc normal que son coût soit le même comme, le lait, le sucre, l'essence, etc. Les variables du prix vendant se retrouvent dans d'autres facteurs, tels que, par exemple, la taille de la compagnie et son infrastructure.

Si une entreprise vend un produit homogène trop bas elle connaîtra des difficultés commerciales. Une guerre des prix n'est pas souhaitable comme stratégie d'affaires.

Ce n'est pas parce que des détaillants d'essence affichent des prix identiques qu'il faille conclure à collusion. La loi n'interdit pas de tenir compte des prix de ses concurrents et de les suivre à la hausse ou la baisse.

Chaque entreprise était libre de décider de ne pas augmenter sa part du marché pour maintenir celles qu'elle possédait déjà, par sa position avantageuse ou sa proximité du projet.

Voir à ce sujet : *Atlantic Sugar Refineries c Canada*, [1980] 2 RCS 644.

La preuve présentée devant la Commission, est très certainement nébuleuse et peu convaincante, y compris sur le rôle de M. Collin dans cette situation.

Il faut distinguer collusion et corruption même si la corruption peut s'accompagner de collusion.

M. Théberge a quitté Sintra le 15 juin 2000. M. Collin est devenu directeur de l'agence de Montréal en 2000. M. Théberge réfère d'abord à une rencontre entre présidents où on aurait discuté de prix de base de l'asphalte (notes, 23 mai 2013, p. 121).

Or, on apprend que M. Théberge n'a jamais assisté à cette rencontre, et que c'est M. Ducroix, président de Sintra qui lui aurait fait part de cette rencontre (notes, 23 mai 2013, p. 123).

Il s'agit donc du récit d'un témoin délateur qui se fonde sur le compte rendu de M. Ducroix et sur sa compréhension des échanges entre les personnes présentes. On est loin d'une preuve fiable d'une entente secrète pour éliminer la concurrence. Même devant une Commission d'enquête, ce oui-dire n'est pas fiable et ne dépasse pas les ragots de bureau.

Aucune pièce, contrat ou document ne vient appuyer cette affirmation sur un prix « plancher » ou un partage des territoires.

M. Théberge réfère ensuite à une autre rencontre de deuxième niveau entre différents dirigeants des compagnies concernées et à laquelle aurait participé M. Collin (notes, 23 mai 2013, p. 137 et ss.)

Le témoin Théberge signale au départ qu'il y avait beaucoup de clients privés qui achetaient l'asphalte (notes, 23 mai 2013, p. 138). Il souligne la difficulté de mener à bien toute volonté commune (notes, 23 mai 2013, p. 139).

La plupart des ajustements de tonnage selon le témoin visaient les clients privés (notes, 23 mai 2013, p. 139-140).

Il admet que le client privé est libre de s'adresser qu'à un seul fournisseur (notes, 23 mai 2013, p. 140).

Le témoin dit la chose suivante :

Q. Et comment vous avez réussi à quand même respecter l'entente si vous ne saviez pas lequel est en avance par rapport à l'autre?

R. Sur Montréal, on réussissait tant bien que mal...

Q. Oui?

R. ... ce n'était vraiment pas facile parce qu'il y avait beaucoup de sous-traitants, il y avait beaucoup d'asphalte qui était pris sur le plan par tout le monde, puis je pense que chacun essayait de tirer un peu de son bord en tant que producteur. C'était très complexe puis il y en avait beaucoup. Ce n'est pas parce qu'un gars t'a demandé un prix aujourd'hui que le lendemain matin il t'envoie la commande pour faire le projet, vous comprenez?

Q. Oui?

R. Ça veut dire que tu ne peux pas arriver puis dire : « Écoute, ce projet-là que le client m'a demandé qu'il y avait trois mille (3000) tonnes dedans, je ne peux pas le mettre immédiatement dans ma colonne, je peux le mettre dans ma colonne, mais ça ne veut pas dire que j'ai eu le projet. »

Q. Hum, hum?

R. Ça peut arriver que le sous-traitant ait changé d'entrepreneur entre-temps. C'était très compliqué à suivre comme tel, ça prenait beaucoup de franchise de chacun des entrepreneurs. Ça c'était...

Q. Ça c'est sur Montréal?

R. Montréal

(notes, 23 mai 2014, pp. 142-143)

Donc, pour la région de Montréal l'harmonisation n'était pas fonctionnelle. Le témoin admet également que ce n'était pas très structuré :

Q. Bien, un système mis en place aussi structuré, c'est ce que vous voulez dire?

R. Bien, structuré, oui, si on veut. Il était structuré, oui.

Q. O.K. Alors à ce moment-là...

R. Ce n'était pas une grande structure mais c'était une structure.

Q. Mais ce que vous voulez nous dire c'est que vous compreniez qu'il fallait collaborer à ça parce que l'ordre venait des présidents.

(Notes 23 mai 2013, p. 147; Voir aussi : notes, 23 mai 2013, p. 155, lignes 7 à 16; p. 134 lignes 15 à 21, p. 142 ligne 17 à 25.)

Quant à la marge de profit, l'opinion avancée par M. Théberge n'est pas sérieuse, à tout le moins, pour le pavage. Une analyse comptable sérieuse aurait facilement démontré que la marge de profit se situait à 15% incluant les frais d'administration à 10%, qui est une norme standard dans l'industrie. Le profit brut avant impôt tournait donc autour de 5%. Ceci est bien expliqué par le témoin Nicholas Hains (11 avril 2014).

M. Hains était un estimateur professionnel du secteur du pavage et a notamment travaillé près de trois ans pour D.J.L. à l'époque visée (notes, 11 avril 2014, p. 7).

Il décrit comment se prépare l'estimé des coûts d'exécution d'un projet pour lequel D.J.L. soumissionne (notes, 11 avril 2014, pp. 8, 9 et 11).

Une fois son ébauche du prix coûtant des travaux faite, la compagnie, généralement M. Collin pour la région de Montréal, appliquait à ce coût un pourcentage pour administration et profit (notes, 11 avril 2014, pp. 11 et 12).

Dans cette marge, il y avait une part de frais d'administration, l'organisation du chantier et les profits de l'entreprise (notes, 11 avril 2014, pp. 13 et 14).

Utilisant un logiciel, la marge incluant ces trois facteurs était répartie sur les items de la soumission (notes, 11 avril 2014, pp. 14 et 16).

De tous les estimés, la marge typique était de 15% (notes, 11 avril 2014, p. 17). Il y a eu un projet à 1.08% et un seul à 34% (pp. 17 et 18) Pour un contrat qui n'a pas été obtenu (notes, 11 avril 2014, p. 19).

Dans les contrats qu'il a personnellement estimé pour la Ville de Montréal, la marge habituelle était de 9% à 10% (notes, 11 avril 2014, p. 20). On est très loin de la marge exorbitante, avancée par M. Théberge et qui laisserait supposer une collusion.

Par ailleurs, le témoin affirme que pour les projets d'envergure D.J.L. préférait agir comme fournisseur de matériaux plutôt que comme entrepreneur général (notes, 11 avril 2014, p. 24). D.J.L. fournit des agrégats et des enrobés bitumineux (notes, 11 avril 2014, p. 26).

Le témoin s'exprime ainsi :

Q. [...] Est-ce qu'il y a d'autres raisons que l'état du marché, dont vous avez été en mesure de constater?

R. Bien, comme j'ai dit, les raisons qu'on me donnait étaient, disons, un bouquet de raisons. Des fois ça pouvait être la combinaison de plusieurs facteurs, alors je pourrais pas... je pourrais pas appuyer... Je n'ai pas été... si le sens de votre question est ça, je n'ai pas été témoin de façon explicite, de la part monsieur Collin ou de quiconque d'autre, qu'on devait rentrer un prix exagérément élevé parce qu'il y avait collusion dans ce projet-là.

(notes, 11 avril 2014, p.42)

Non seulement le témoignage de M. Hains n'appuie pas la thèse d'une entente secrète, mais la réalité des coûts et des estimés démontrent plutôt le contraire.

Un autre témoin, Lino Zambito, dont la crédibilité peut être remise en question, est venu donner certaines informations.

Sauf exception, la compagnie Infrabec ne posait pas d'asphalte et son principal fournisseur était D.J.L. (notes, 2 octobre 2012, p. 61). Le directeur de l'agence de Montréal était Jacques Collin.

Mais M. Zambito ne peut témoigner de l'existence de collusion. Il ne donne que son impression ou opinion, parce que pour Montréal, D.J.L. était presque toujours le plus bas soumissionnaire. Or, la réalité c'est que sur l'Ile, à cause de la présence de deux usines, D.J.L. était certainement la plus concurrentielle.

Devant ce constat, le témoin dit :

[...] il faut lire entre les lignes que ces entrepreneurs-là, ils s'organisent entre eux aussi.

[...]

Je ne peux pas vous répondre. Je peux vous donner une idée, mais de leur façon de faire puis comment qu'ils déterminaient ça, c'est eux qui savaient.

(notes, 2 octobre 2012, p.61-62)

En page 149 et 150, le témoin réfère à un contrat du M.T.Q., donc qui ne concerne pas la Ville de Montréal. En outre, il s'agit d'un contrat d'entrepreneurs et non de pavage ou d'asphalte et aucun détail n'est donné par le témoin.

En conclusion sur ce point, nous soumettons que la Commission ne devrait pas conclure que M. Collin a participé à un système de collusion à la Ville de Montréal dans le secteur de l'asphalte. M. Collin a nié toute collusion dans son témoignage.

2. Allégation d'avoir offerts des cadeaux à des fonctionnaires de la Ville de Montréal en contrepartie de bénéfices dans le cadre de leurs relations notamment, Luc Leclerc.

Lors de son témoignage, M. Collin a admis qu'à la période de Noël D.J.L. offrait quelques cadeaux à ses fournisseurs et clients, y compris certains employés de municipalité, de firmes d'ingénieurs, d'employés du Ministère des Transports. Il s'agissait de bouteille de vin (valeur de 30\$ à 80\$), parfois de jambon. Pour lui et la Compagnie, il s'agissait d'un geste symbolique soulignant une bonne relation d'affaires.

Comme la Commission l'a entendu, cette pratique était largement répandue et acceptée et il n'y a aucune preuve que D.J.L. ou M. Collin a obtenu des avantages en contrepartie de ce produit. Même *ex post facto*, on ne peut tirer la conclusion que D.J.L. ou M. Collin obtenait en contrepartie des bénéfices dans le cadre de ses relations contractuelles avec la Ville de Montréal.

La Commission réfère également au témoignage de Luc Leclerc qui aurait reçu une somme de trois mille dollars (3,000.00\$) de M. Collin.

Notons que cette portion du témoignage est particulièrement imprécise et embrouillée.

D'une part, le témoin expliquait que dans l'octroi de certains extras injustifiés, l'entrepreneur lui versait une commission allant jusqu'à vingt-cinq pour cent (25%) des montants autorisés. Le procureur a révisé plusieurs contrats avec le témoin (notes, 31 octobre 2012, p. 261).

En page 263, le témoin affirme qu'il aurait été impliqué dans cinq (5) contrats avec D.J.L. entre 2002 et 2006. Il s'agirait de contrat de trottoirs et pavage.

Au cours de son témoignage, M. Leclerc a admis que pour ces items, il était très difficile de tricher et donc, que ce n'était pas payant pour lui (notes, 31 octobre 2012, p. 263).

Voici l'extrait pertinent, ligne 15 :

Q. Vous souvenez-vous dans le cas de D.J.L. quel a été le plus gros montant qui vous a été remis?

R. Peut-être trois mille dollars (3,000.00\$). (voir aussi p. 264)

Il ne se souvient pas pour quel genre de services cette somme lui aurait été remise, peut-être des difficultés de circulation (p. 263) ou des travaux de nuit ou de fin de semaine (notes, p. 264-265).

R. Je pense que ça a été là-dessus surtout là mais je ne me souviens pas des détails.

Du même souffle, le témoin admet que pour ce genre de travail, ce n'est pas lui qui faisait les mesures et qu'on ne peut trafiquer les mesures. La Commission référerait à l'appel d'offres 9240 (pièce 17P-219), un contrat de deux millions quarante-deux mille trois cent vingt-deux dollars (2,042,322.00\$). La somme de trois mille dollars (3,000.00\$) représente zéro point cent quarante-sept pour cent 0.147%. On est loin du vingt-cinq pour cent (25%).

En outre, le détail des paiements de la ville pour ce contrat n'a pas été produit. On aurait pu constater s'il y avait eu extras autorisés et pour quels items.

Par exemple, si le contracteur doit travailler la nuit ou les fins de semaine, il est normal que cela coûte plus cher.

L'absence de cette preuve ne permet pas à la Commission de tirer une conclusion sérieuse sur le versement de ce pot-de-vin. Rappelons que M. Collin a nié avoir versé cette somme lors de son témoignage.

3. Entente avec la firme Groupe Séguin sur des avenants injustifiés

Nous présumons que la Commission réfère au témoignage de M. Michel Lalonde le 29 janvier 2013.

En page 158, M^e Gallant pose une question très générale que nous reproduisons.

O.K. Je vais vous nommer certains entrepreneurs et je vais vous demander si ce sont des entrepreneurs avec lesquels vous avez travaillé souvent dans le passé. Si vous avez été accommodant avec ces entrepreneurs-là et quels entrepreneurs vous ont remis des sommes d'argent, là, variant de vingt-cinq à trente pour cent (25%-30%) sur la valeur des extra octroyés. Ça vous va?

Après l'énumération de certains entrepreneurs, nous passons à cet extrait.

Q. [354] Construction DJL?

R. DJL, oui, c'est déjà arrivé à l'occasion.

Q. [355] Toujours avec la même question, c'est-à-dire sur certains...

R. Sur certains projets, pas tous, mais accommodant, et c'était monsieur Collin, je pense, là, de mémoire. Parce qu'il faut comprendre qu'il y avait aussi un de mes associés qui était plus près des projets de chantier proprement dits, là. Jacques Collin. C'est ça. Le nom me revient, Jacques Collin.

Q. [356] O.K. Et est-ce que vous avez reçu des retours en...

R. Oui. Oui.

Q. [357] ... en argent sonnante?

R. Oui.

(soulignés du soussigné)

Aucune précision, aucun détail ne sont demandés au témoin. On ne sait pas à quel contrat on réfère. Il est donc impossible de se défendre autrement que par une dénégation générale ce qu'a fait M. Collin lors de son témoignage.

La Commission pensait peut-être conclure que ce témoin a dénoncé un stratagème, mais la preuve à l'égard de M. Collin n'est pas convaincante.

La Commission devrait faire preuve de prudence et circonspection avant de jeter le blâme sur M. Collin et d'entacher irrémédiablement sa réputation.

Cette preuve est incomplète et le travail de la Commission ne peut se faire aux dépens du droit fondamental de M. Collin d'être traité équitablement.

Espérant que ces remarques aideront la Commission dans la rédaction de ses conclusions.

Christian Desrosiers, avocat
Procureur de Jacques Collin

CD/ac

C.c. M^e Sonia Lebel